

Jeune Afrique, Spécial villes, édition 2013.

Jean-Pierre Elong-Mbassi **« La décentralisation doit s'accélérer »**

Croissance démographique fulgurante, montée en puissance de l'urbanisation... Pour le secrétaire général de CGLUA, c'est aux pouvoirs locaux qu'il faut donner les moyens d'agir.

A la veille du IV^e congrès de l'organisation mondiale *Cités et Gouvernements locaux Unis* (CGLU) qui se tient à Rabat du 1^{er} au 4 octobre 2013, l'urbaniste camerounais Jean Pierre Elong-Mbassi, secrétaire général de la branche africaine de l'association (CGLUA), rappelle le rôle majeur des villes et collectivités locales dans le développement du continent, ainsi que les problèmes auxquels elles sont confrontées.

Jeune Afrique : Que représente la tenue du congrès mondial de CGLU pour le continent ?

Jean-Pierre Elong-Mbassi : Les collectivités locales africaines veulent y voir le signe d'une reconnaissance des progrès observés sur le continent. Ce sera également une étape importante pour évaluer le chemin qu'il nous reste encore à parcourir par rapport aux autres régions du monde (dont les gouvernements locaux seront également présentes à Rabat), afin que les pratiques démocratiques soient réellement appliquées à l'échelle locale et qu'y soit impulsé un véritable développement durable.

Un défi de taille...

Il s'agit de prendre la mesure des efforts d'adaptation que notre continent doit et devra fournir d'ici à 2050, en trente ans, le passage d'une population majoritairement rurale à une population majoritairement urbaine. Sachant que cette transition a pris pas moins de cent cinquante ans en Europe... Comment accompagner, en si peu de temps, le passage à un mode de vie urbain de populations marquées par une histoire, un système social, des coutumes, des structures familiales, communautaires, économiques, politiques et culturelles ancrés dans la ruralité ? La manière dont nous allons

gérer cette mutation sera déterminante pour l'avenir de l'Afrique bien sûr, mais aussi pour celui du reste du monde. L'Afrique est le deuxième bassin forestier, la deuxième réserve d'eau douce et l'une des plus riches réserves de biodiversité de la planète...

Quelles sont les principales urgences ?

Si l'on veut que l'inévitable croissance démographique et spatiale des villes n'échappe à tout contrôle, la dynamique de la décentralisation doit s'accélérer.

Et c'est maintenant qu'il faut agir avant qu'il ne soit trop tard. On observe déjà des situations chaotiques dans de nombreuses grandes agglomérations et dans la plupart des villes moyennes du continent : cela préfigure ce qui peut arriver à plus grande échelle si les gouvernements nationaux et locaux ne mettent pas en œuvre rapidement des solutions. Le congrès de Rabat doit aussi servir à faire prendre conscience de ce sens de l'urgence qu'il y a à agir. Pour crédibiliser la décentralisation et la rendre efficace, il faudrait que les Etats acceptent de lui attribuer une part raisonnable de leur budget. Car, en Afrique, les collectivités locales gèrent à peine 5% des ressources publiques, contre 75% dans les pays du Nord...

Depuis le sommet Habitat II à Istanbul, en 1996, les collectivités locales ont-elles pris plus de poids ?

La montée en puissance de l'urbanisation a coïncidé avec le mouvement de la décentralisation et lui a donné sa légitimité. La Conférence d'Istanbul en 1996 a reconnu ce double mouvement d'urbanisation et de décentralisation, et a offert aux élus locaux l'opportunité de tenir la toute première assemblée mondiale des villes et autorités locales.

On sait que la bataille du changement climatique ou celle de la pauvreté comme des droits humains seront en grande partie gagnée - ou perdue - dans les villes et territoires. On sait aussi que l'attractivité des villes et territoires détermine dans une large mesure la localisation des entreprises et de l'emploi. On sait enfin que les sociétés seront plus ou moins sûres et plus ou moins vivables en fonction de ce que ces villes et ces territoires seront capables d'offrir à leurs habitants en termes d'intégration...

Les pouvoirs locaux qui gèrent ces territoires ont pourtant du mal à être visibles face aux Etats. Et quand ces derniers leur

transfèrent des compétences, les moyens ne suivent pas...

La gouvernance mondiale est encore très marquée par la logique du monde héritée des Etats Nations du XIX^{ème} siècle. Dans le cadre de la Conférence Habitat III de l'ONU en 2016, le thème de la ville de demain devra se voir accorder toute l'attention qu'il mérite. Pour que les gestionnaires des villes et des territoires soient enfin considérés comme parties prenantes du dialogue et de l'action politiques. Habitat III ce sera soit le déclic, soit le déclin. Le pire n'est malheureusement jamais exclu.

Propos recueillis par Hugues Demeude